

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, le 27 septembre 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant les modalités particulières d'application de la redistribution du travail pour le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 3 octobre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 september 1996 door de Minister van Openbaar Ambt, Buitenlandse handel, Wetenschappelijk onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende specifieke uitvoeringsmaatregelen inzake de herverdeling van de arbeid voor het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", heeft op 3 oktober 1996 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

L'intitulé de l'arrêté en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les modalités particulières d'application des mesures de redistribution du travail applicables aux membres du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale".

Préambule.Alinéa 1er.

L'alinéa en projet doit faire apparaître avec davantage de précision les dispositions légales qui constituent le fondement de l'arrêté en projet. Les mots "notamment les articles 3, § 3, alinéa 2, 10, § 1er, et 14" seront, à cet effet, ajoutés à la fin de l'alinéa.

Alinéa 2.

L'arrêté royal auquel il est fait référence ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet. Il n'est du reste pas indispensable, voire même simplement utile, à la compréhension du projet.

Il doit, en conséquence, être omis.

.../...

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 2).

L'arrêté royal visé par cet alinéa doit, conformément à l'usage, être mentionné en indiquant l'intitulé officiel qui lui est donné. Les mots "qui rend" seront, en conséquence, remplacés par le mot "rendant".

Alinéas 5 et 6 (devenant les alinéas 4 et 5).

L'ordre de présentation des deux alinéas doit être interverti.

La référence à l'"avis" du ministre des Pensions contenue dans l'alinéa 5 sera, en outre, eu égard à la nature propre de la procédure instaurée par l'article 42 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, remplacée par la référence à l'"approbation" du ministre des Pensions (1).

Alinéa 7 nouveau.

Il convient, conformément à l'article 84, alinéa 1er, 2°, dernière phrase, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel que modifié par la loi du 4 août 1996, d'insérer un alinéa 7 nouveau reproduisant la motivation de l'urgence énoncée dans la demande d'avis.

(1) Aux termes de cet article, les dispositions du statut qui placent les agents absents dans une position administrative leur conservant le droit au traitement, à l'avancement de traitement, à l'ancienneté administrative ou les titres à la promotion sont préalablement soumises non à l'avis mais à l'approbation de l'autorité fédérale compétente en matière de pensions.

Dispositif.

Article 1er.

Le texte néerlandais de l'article 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

L'article en projet n'a pas d'autre objet que de reproduire les termes de l'article 3, § 1er, de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public rendue applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'arrêté royal visé à l'alinéa 3 du préambule de l'arrêté en projet.

Il doit, en conséquence, être omis.

Article 4.

1. Les mots "ou équivalent" figurant dans l'alinéa 1er de la disposition en projet sont superflus et doivent, de l'accord de la déléguée du ministre, être omis.

La même observation vaut en ce qui concerne l'alinéa 1er de l'article 10 du projet.

.../...

2. En outre, le texte néerlandais de l'article 4 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

Alinéa 1er.

L'alinéa en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. Le membre du personnel qui désire faire usage du droit au départ anticipé à mi-temps introduit à cet effet, auprès de son chef de service, une demande dont le modèle est établi à l'annexe 1 du présent arrêté. Il lui est délivré un accusé de réception de sa demande".

Alinéa 2.

Les mots "Cette période" et le mot "réduite" doivent être respectivement remplacés par les mots "Ce délai" et par le mot "réduit".

Alinéa 3.

L'alinéa en projet doit, de l'accord de la déléguée du ministre, être rédigé comme suit :

"La demande contient une proposition de calendrier précisant le régime des prestations de travail".

.../...

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 4.

L'alinéa en projet doit, compte tenu de la proposition de texte formulée pour l'alinéa 1er de l'article en projet, être omis.

Article 6.

Paragraphe 1er.

Alinéa 1er.

1. Mieux vaut remplacer les mots "comme suit" par les mots "selon les modalités suivantes".

2. Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer les mots "'s namiddags" par les mots "'s middags".

3. Dans le texte français, les mots "les trois jours" doivent, pour leur part, être remplacés par les mots "trois jours".

Alinéa 2.

Cet alinéa est, comme en a convenu la déléguée du ministre, superflu et doit, en conséquence, être omis.

.../...

Paragraphe 2.

Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 3.

Le paragraphe en projet serait mieux rédigé de la manière suivante :

"§ 3. La répartition des prestations fait l'objet d'une concertation entre le membre du personnel et son chef de service.

En cas de désaccord entre les parties, la répartition des prestations est décidée par le chef de service qui en informe le membre du personnel dans les trois mois de l'introduction de sa demande de départ anticipé à mi-temps.

Lorsqu'il ne peut se rallier à la décision de son chef de service, le membre du personnel peut, soit renoncer à sa demande, soit introduire un recours auprès du fonctionnaire dirigeant du ministère qui se prononce après avoir demandé l'avis du conseil de direction.

Le recours visé à l'alinéa 3 est également ouvert au membre du personnel qui n'a pas obtenu de décision de la part de son chef de service dans le délai visé à l'alinéa 1er".

.../...

Article 7.Alinéa 1er.

L'alinéa en projet n'a pas d'autre objet que de reproduire les termes de l'article 5 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public rendue applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'arrêté royal visé à l'alinéa 3 du préambule de l'arrêté en projet.

Il doit, en conséquence, être omis.

Alinéa 2.

Cet alinéa doit, compte tenu de l'observation qui précède, être remplacé par le texte suivant :

"Le remplacement de deux membres du personnel qui font usage du droit au départ anticipé à mi-temps intervient dans le délai d'un mois à compter du jour où le deuxième membre du personnel entame sa période de congé pour départ anticipé à mi-temps".

Article 8.

1. Les mots "à partir de la mise en vigueur du régime du départ anticipé à mi-temps" sont superflus et doivent, en conséquence, être omis.

.../...

Cette observation vaut, moyennant les adaptations qui s'imposent, en ce qui concerne l'article 17 du projet.

2. Les mots "pour partir anticipativement" seraient plus justement remplacés par les mots "de départ anticipé à mi-temps qui ont été introduites".

3. Le texte néerlandais de l'article 8 devrait, en outre, être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9.

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'alinéa 2 de l'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Les contractuels engagés pour répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel ou pour assurer le remplacement de membres du personnel absents ne peuvent, toutefois, se prévaloir du droit visé à l'alinéa 1er que pour autant qu'au moment de l'introduction de leur demande, ils comptent deux années de service à temps plein".

.../...

Article 11.Alinéa 1er.

L'alinéa en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. Le membre du personnel qui désire faire usage du droit à la semaine volontaire de quatre jours introduit à cet effet auprès de son chef de service une demande dont le modèle est établi à l'annexe 2 du présent arrêté. Il lui est délivré un accusé de réception de sa demande".

Alinéa 2.

Les mots "pendant laquelle le membre du personnel exercera" et les mots "Cette période" et "réduite" doivent être respectivement remplacés par les mots "au cours de laquelle le membre du personnel est autorisé à exercer" et les mots "Ce délai" et "réduit".

Alinéa 3.

Cet alinéa doit être rédigé sur le modèle de la proposition de texte formulée pour de l'alinéa 3 de l'article 5.

.../...

Alinéa 4.

Cet alinéa doit, compte tenu de la proposition de texte formulée pour l'alinéa 1er de l'article en projet, être omis.

Article 12.Paragraphe 1er.

Le paragraphe en projet n'a pas d'autre objet que de reproduire les termes de la dernière phrase de l'article 10, § 1er, 1^o, de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public rendue applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'arrêté royal visé à l'alinéa 3 du préambule de l'arrêté en projet.

Il doit, en conséquence, être omis.

Paragraphe 3.

Ce paragraphe doit être rédigé sur le modèle de la proposition de texte formulée pour le paragraphe 3 de l'article 6 du projet.

.../...

Article 13.Alinéa 1er.

Les mots "en tenant compte des demandes" doivent être remplacés par les mots "ainsi que des demandes".

Article 14.Paragraphe 2.

1. Le texte néerlandais de la deuxième phrase de l'alinéa 1er devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Les mots "doit toujours expirer" figurant à l'alinéa 2 du paragraphe en projet doivent être remplacés par les mots "expire".

Articles 15 et 16.

Le texte néerlandais des articles 15 et 16 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 17.

Les mots "pour prestations à quatre cinquièmes" seraient plus justement remplacés par les mots "introduites pour obtenir le bénéfice des prestations à quatre cinquièmes".

Chapitre IV.

Le chapitre en projet ne comporte, à l'analyse, aucune disposition de nature transitoire. Son intitulé sera, en conséquence, rédigé comme suit : "Dispositions finales".

Article 18.

Le texte néerlandais de l'article 18 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 19.

La seconde phrase de l'article en projet est superflue et doit, en conséquence, être omise.

Des informations fournies par la déléguée du ministre, il ressort que les modalités particulières d'application des congés et des absences que l'article en projet charge le ministre de la Fonction publique d'adopter auront pour effet soit de priver les membres du personnel

.../...

visés par l'arrêté en projet du bénéfice de certaines catégories de congés auxquels ils peuvent normalement prétendre en leur qualité de membres du personnel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, soit de modifier les dispositions réglementaires relatives à l'organisation des catégories de congés auxquels ils peuvent, en cette même qualité, continuer à prétendre.

Ces modalités doivent être fixées par l'arrêté en projet lui-même.

Signature.

Le texte néerlandais de la signature devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet est rédigé de façon médiocre du point de vue du bon usage de la langue. A titre d'exemple, de nombreuses propositions de texte sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Opschrift.

Het opschrift van het ontworpen besluit zou beter als volgt worden gesteld :

"Ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van de specifieke nadere regelen ter uitvoering van de maatregelen tot herverdeling van de arbeid, toepasselijk op de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

Aanhef.Eerste lid.

Het ontworpen lid dient de wetsbepalingen die de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen nauwkeuriger aan te geven. Daartoe behoort het lid, in fine, te worden aangevuld met de woorden "inzonderheid op de artikelen 3, § 3, tweede lid, 10, § 1, en 14".

Tweede lid.

Het koninklijk besluit waarnaar wordt verwezen, vormt niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit. Het is overigens niet onontbeerlijk of zelfs gewoon dienstig voor het begrijpen van het ontwerp.

Het lid behoort bijgevolg te vervallen.

Derde lid (dat het tweede lid wordt).

.../...

Het koninklijk besluit waarnaar in dit lid wordt verwezen, behoort als naar gewoonte te worden vermeld met het officiële opschrift dat daaraan is gegeven. Bijgevolg behoren de woorden "dat ... van toepassing maakt" te worden vervangen door de woorden "waarbij ... toepasselijk wordt gemaakt".

Vijfde en zesde lid (die het vierde en vijfde lid worden).

Deze leden behoren in omgekeerde volgorde te worden vermeld.

Overigens behoort de verwijzing naar het "advies" van de minister van Pensioenen in het vijfde lid, gelet op de eigen aard van de procedure ingesteld door artikel 42 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, te worden vervangen door de verwijzing naar de "goedkeuring" van de minister van Pensioenen (1).

(1) Naar luid van dat artikel is voor de bepalingen van het statuut die de afwezige ambtenaren in een administratieve stand plaatsen met recht op wedde, bevordering tot een hogere wedde, administratieve anciënniteit of loopbaanaanspraken, vooraf niet het advies maar de goedkeuring van de voor pensioenen bevoegde federale overheid vereist.

Nieuw zevende lid.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, laatste zin, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het gewijzigd is bij de wet van 4 augustus 1996, behoort een nieuw zevende lid te worden ingevoegd om de in de adviesaanvraag opgegeven motivering van het verzoek om spoedbehandeling weer te geven.

Bepalend gedeelte.Artikel 1.

De term "vierdagenweek", die een gallicisme is, zou vervangen moeten worden door de woorden "vierdaagse werkweek". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 3.

Het ontworpen artikel doet niets anders dan de bewoordingen overnemen van artikel 3, § 1, van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, die op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toepasselijk is gemaakt door het koninklijk besluit waarnaar in het derde lid van de aanhef van het ontworpen besluit wordt verwezen.

Bijgevolg dient dit artikel te vervallen.

.../...

Artikel 4.

1. De woorden "of gelijkwaardig", in het eerste lid van de ontworpen bepaling, zijn overbodig en dienen te vervallen. De gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

Deze opmerking geldt eveneens voor het eerste lid van artikel 10 van het ontwerp.

2. Voorts behoort uit een oogpunt van correct taalgebruik de tekst op een aantal punten te worden verbeterd. Zo schrijve men in het eerste lid "het recht op halftijdse vervroegde uittreding", in het tweede lid "Op het recht op halftijdse vervroegde uittreding kunnen zich evenmin beroepen de vastbenoemde ..." en in het derde lid "... , met voorafgaande toestemming van de directieraad, het recht op halftijdse vervroegde uittreding genieten in de gevallen ...".

De tekst van artikel 10 van het ontwerp zou, mutatis mutandis, op dezelfde wijze moeten worden geredigeerd.

.../...

Artikel 5.Eerste lid.

Het ontworpen lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. Het personeelslid dat gebruik wenst te maken van het recht op halftijdse vervroegde uittreding dient daartoe bij zijn diensthoofd een aanvraag in volgens het model vastgesteld in bijlage 1 bij dit besluit. Van zijn aanvraag wordt hem een ontvangbewijs afgegeven".

Tweede lid.

De woorden "van de periode" behoren te vervallen en de woorden "worden verminderd" dienen te worden vervangen door de woorden "worden ingekort".

Derde lid.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het ontworpen lid als volgt moet worden gesteld :

"De aanvraag bevat een voorstel van werkschema, waarin bepaald wordt hoe de arbeidsprestaties worden geregeld".

.../...

Het is overigens noodzakelijk de woorden "de kalender" en "de werkkalender" in heel het ontwerp te vervangen door de woorden "het schema" en "het werkschema".

Vierde lid.

Gelet op de tekst die voor het eerste lid van het ontworpen artikel is voorgesteld, behoort het ontworpen vierde lid te vervallen.

Artikel 6.

Paragraaf 1.

Eerste lid.

1. Het verdient aanbeveling de woorden "als volgt" te vervangen door de woorden "op de volgende wijze".

2. Voorts zou het beter zijn "'s middags" te schrijven in plaats van "'s namiddags".

3. In de Franse tekst vervange men voorts de woorden "les trois jours" door de woorden "trois jours".

.../...

Tweede lid.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat dit lid overbodig is en bijgevolg behoort te vervallen.

Paragraaf 2.

Het bepaald lidwoord "het" vóór het woord "verlof" zou moeten vervallen.

Paragraaf 3.

De ontworpen paragraaf zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 3. Het personeelslid en zijn diensthoofd plegen overleg over de verdeling van de prestaties.

Als zij het onderling niet eens worden, beslist het diensthoofd over de verdeling van de prestaties en brengt hij het personeelslid daarvan in kennis binnen drie maanden nadat deze zijn aanvraag om halftijdse vervroegde uittreding heeft ingediend.

Wanneer het personeelslid zich niet bij de beslissing van zijn diensthoofd kan aansluiten, kan het van zijn aanvraag afzien of beroep instellen bij de leidend ambtenaar van het ministerie, die uitspraak doet na het advies van de directieraad te hebben gevraagd.

.../...

Het beroep bedoeld in het derde lid kan tevens worden ingesteld door het personeelslid dat binnen de in het eerste lid bepaalde termijn, van zijn diensthoofd geen beslissing heeft gekregen".

Artikel 7.

Eerste lid.

Het ontworpen lid doet niets anders dan de bewoordingen overnemen van artikel 5 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, die op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toepasselijk is gemaakt door het koninklijk besluit waarnaar in het derde lid van de aanhef van het ontworpen besluit wordt verwezen.

Bijgevolg dient dit lid te vervallen.

Tweede lid.

Gelet op de voorgaande opmerking, dient dit lid te worden vervangen door de volgende tekst :

"Wanneer twee personeelsleden gebruik maken van het recht op halftijdse vervroegde uittreding, worden zij vervangen binnen een termijn van een maand die ingaat de dag dat het verlof voor halftijdse vervroegde uittreding van het tweede personeelslid aanvangt".

.../...

Artikel 8.

1. De woorden "vanaf de inwerkingstelling van het stelsel van halftijdse vervroegde uittreding" zijn overbodig en behoren bijgevolg te vervallen.

Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor artikel 17 van het ontwerp.

2. Het verdient aanbeveling de woorden "aanvragen om vervroegd te mogen uittreden" te vervangen door de woorden "ingediende aanvragen om halftijdse vervroegde uittreding".

3. Bovendien schrijve men "Om de drie maanden" in plaats van "Alle drie maanden".

Artikel 9.

1. In het eerste lid schrijve men : "... die voltijds werken en de personeelsleden met een arbeidsovereenkomst voor een onbepaalde duur die voltijds werken ...".

2. Het tweede lid van het ontworpen artikel zou beter als volgt worden gesteld :

.../...

"De arbeidscontractanten in dienst genomen om aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te voldoen of ter vervanging van afwezige personeelsleden, kunnen echter slechts aanspraak maken op het in het eerste lid genoemde recht voor zover zij bij het indienen van hun aanvraag twee jaar voltijds in dienst zijn".

Artikel 11.

Eerste lid.

Het ontworpen lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. Het personeelslid dat gebruik wenst te maken van het recht op de vrijwillige vierdaagse werkweek dient daartoe bij zijn diensthoofd een aanvraag in volgens het model vastgesteld in bijlage 2 bij dit besluit. Van zijn aanvraag wordt hem een ontvangbewijs afgegeven".

Tweede lid.

Men vervange de woorden "vierdagenweek zal" door de woorden "vierdaagse werkweek mag" en de woorden "worden verminderd" door de woorden "worden ingekort".

.../...

Derde lid.

Dit lid behoort te worden gesteld volgens het model van de tekst die voor het derde lid van artikel 5 is voorgesteld.

Vierde lid.

Gelet op de tekst die voor het eerste lid van het ontworpen artikel is voorgesteld, behoort het vierde lid te vervallen.

Artikel 12.Paragraaf 1.

De ontworpen paragraaf doet niets anders dan de bewoordingen overnemen van het laatste zinsdeel van artikel 10, § 1, 1^o, van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, die op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toepasselijk is gemaakt door het koninklijk besluit waarnaar in het derde lid van de aanhef van het ontworpen besluit wordt verwezen.

Bijgevolg dient deze paragraaf te vervallen.

.../...

Paragraaf 3.

Deze paragraaf behoort te worden gesteld volgens het model van de tekst die voor paragraaf 3 van artikel 6 is voorgesteld.

Artikel 13.Eerste lid.

De woorden "mede rekening houdend met" moeten worden vervangen door de woorden "en met".

Artikel 14.Paragraaf 2.

1. De tweede zin van het eerste lid behoort aldus te worden gesteld :

"Die opzegging kan pas vanaf de eerste dag van de negende maand na de aanvang van de verminderde prestaties worden gegeven".

2. In het tweede lid van de ontworpen paragraaf schrijf men :

.../...

"De regeling van vrijwillige vierdaagse werkweek loopt af aan het einde van de laatste maand van een trimester".

Artikel 15.

In het tweede lid van het ontworpen artikel 15 vervange men de woorden "ten vroegste" door de woorden "op zijn vroegst" en de woorden "ten laatste" door het woord "uiterlijk".

Artikel 16.

De afkorting "Bef" dient met hoofdletters te worden geschreven en het bepaald lidwoord "de" vóór het woord "spilindex" moet vervallen.

Artikel 17.

De woorden "tot viervijfde prestaties" zouden beter worden vervangen door de woorden "ingediend teneinde in aanmerking te komen voor vier vijfde-prestaties".

Hoofdstuk IV.

Bij nader inzien bevat het ontworpen hoofdstuk geen enkele overgangsbepaling. Het opschrift ervan dient dan ook als volgt te worden gesteld : "Slotbepalingen".

Artikel 18.

Men schrijve : "De bepalingen van dit besluit die toepasselijk zijn op de arbeidscontractanten in dienst van het Ministerie treden in werking zodra de nieuwe personeelsformatie van kracht wordt".

Artikel 19.

De tweede zin van het ontworpen artikel is overbodig en behoort bijgevolg te vervallen.

Uit de inlichtingen die de gemachtigde van de minister heeft verstrekt, blijkt dat de specifieke nadere regelen voor de toepassing van de gevallen van verlof en afwezigheid met het uitvaardigen waarvan het ontworpen artikel de minister van Ambtenarenzaken belast, tot gevolg zullen hebben, hetzij dat de in het ontworpen besluit bedoelde personeelsleden worden uitgesloten van begunstiging met bepaalde categorieën van verloven waarop zij als personeelsleden van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest normaal gezien aanspraak hebben, hetzij dat wijzigingen worden aangebracht in de verorde-

.../...

nings-bepalingen betreffende de organisatie van de categorieën verloven waarop zij in diezelfde hoedanigheid aanspraak kunnen blijven maken.

Die nadere regelen dienen in het ontworpen besluit zelf te worden vastgesteld.

Ondertekeningsformulier.

Men schrijve : "De Minister van Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is onzorgvuldig gesteld uit het oogpunt van correct taalgebruik. Bij wijze van voorbeeld zijn in dit advies talrijke tekstvoorstellen gedaan.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. M. PAUL, auditeur adjoint. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. M. BAUWENS, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. M. PAUL, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opge-
steld en toegelicht door de
H. M. BAUWENS, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.